

PROFIT CONGO

Rapport de l'auditeur indépendant sur le rapport financier du Projet de renforcement de la redevabilité et de la gestion des finances publiques (Profit Congo) pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015

Don IDA H9070 et Don DFID TF 017290

Le 27 juin 2016

The EY logo consists of the letters 'EY' in a bold, sans-serif font. The 'E' and 'Y' are connected at the top and bottom, with a small gap in the middle. The 'E' is slightly larger than the 'Y'.

Building a better
working world

Public Disclosure Authorized

Public Disclosure Authorized

Public Disclosure Authorized

Public Disclosure Authorized



Building a better
working world

Ernst & Young RDC
2^{ème} étage, Immeuble Modern Paradise,
8225 Avenue Flambeau
Gombe – Kinshasa
République Démocratique du Congo

Tel: +(243) 999 30 68 68
www.ey.com/cd

Monsieur Godefroid MISENGA MILABYO
Coordonnateur National
Projet de Renforcement de la Redevabilité et de la Gestion
des Finances Publiques
« Profit Congo »
Comité d'Orientation de la Réforme des Finances Publiques
« COREF »
16, avenue comité Urbain
Kinshasa/Gombe
République Démocratique du Congo

**Rapport d'Auditeur indépendant sur le rapport financier du Projet de renforcement
de la redevabilité et de la gestion des finances publiques (Profit Congo)
pour la période allant du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015**

Monsieur le Coordonnateur,

Suivant les dispositions du contrat d'audit pour la prestation de services conclus d'une part entre le Comité d'Orientation de la Réforme des Finances Publiques-COREF et d'autre part la firme d'audit Ernst & Young RDC, nous avons procédé à l'audit des états financiers du Projet de renforcement de la redevabilité et de la gestion des finances publiques, pour la période allant du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015.

Notre mission avait pour objet de nous prononcer sur :

- La sincérité et la régularité des états financiers, les relevés des dépenses et le compte spécial, c'est-à-dire par rapport aux normes comptables, aux directives de la Banque et à l'accord de Don, notamment sur l'éligibilité et la validité des dépenses effectuées par le projet.
- L'efficacité de la structure du système de contrôle interne, c'est-à-dire la capacité de l'organisation à préparer les rapports financiers fiables et de maintenir une comptabilité exhaustive de toutes les transactions.
- La conformité de l'exécution du projet conformément aux termes de l'Accord de Don et aux instructions de la Banque Mondiale et aux lois du pays bénéficiaire, c'est-à-dire par rapport aux lois et réglementations (aspects environnementaux).

Nos commentaires et recommandations sur le contrôle interne mis en place par Profit Congo pour le suivi du projet font l'objet d'un rapport séparé.

Nous remercions la Coordination ainsi que l'ensemble du personnel de COREF pour leur collaboration dans l'exécution de nos travaux.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Coordonnateur, l'assurance de notre considération distinguée.

ERNST & YOUNG RDC SARL



Cyprien BONGULUMATA LOKELE
Expert-Comptable Agréé N° ONEC/EC/000043/16
Directeur-Associé

Le 27 juin 2016

S.A.R.L au capital social de US Dollars 10.000
Numéro RCCM : CD/KIN/RCCM/14-B3506
Numéro Impôts : A0807924Y
Identification nationale : 01-83-N49646S



Building a better
working world

Ernst & Young RDC
2^{ème} étage, Immeuble Modern Paradise
8225 Avenue Flambeau
Gombe – Kinshasa
République Démocratique du Congo

Tel: +(243) 999 30 68 68
www.ey.com/cd

Monsieur Godefroid MISENGA MILABYO
Coordonnateur National
**Projet de Renforcement de la Redevabilité et de la Gestion
des Finances Publiques**
« Profit Congo »
Comité d'Orientation de la Réforme des Finances Publiques
« COREF »
16, avenue comité Urbain
Kinshasa/Gombe
République Démocratique du Congo

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDEPENDANT
SUR LE RAPPORT FINANCIER DU PROJET PROFIT CONGO
POUR LA PERIODE ALLANT DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2015**

Nous avons procédé à l'audit financier du « Programme de renforcement de la redevabilité et de la gestion des finances publiques » pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015. Ce rapport financier comprend le Bilan, le Tableau des Emplois et Ressources, l'état justificatif du solde du compte désigné, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la coordination du Projet PROFIT CONGO dans l'établissement du rapport financier

Ce rapport financier a été préparé sous la responsabilité de la Coordination Nationale du COREF. Nous avons pour mission de formuler une opinion professionnelle et indépendante sur ce rapport financier du projet, les relevés des dépenses et le compte spécial clos au 31 décembre 2015 à la lumière des résultats de nos vérifications.

Responsabilité de l'auditeur indépendant

Nous avons réalisé notre audit conformément aux normes internationales d'audit et aux directives de la Banque Mondiale. Ces normes et directives requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et réaliser l'audit de manière à avoir l'assurance raisonnable que le rapport financier ne comporte pas d'erreurs significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans le rapport financier. Le choix des procédures mises en œuvre, y compris l'évaluation des risques que le rapport financier comporte des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, relève du jugement de l'auditeur. En procédant à cette évaluation des risques, l'auditeur prend en compte le contrôle interne de l'entité relatif à l'établissement des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit consiste également à apprécier le caractère approprié des méthodes comptables retenues, le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction et la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

A notre avis, le rapport financier que nous avons examiné donne une image fidèle de la position financière, du compte spécial et de l'exécution du Programme de renforcement de la redevabilité et de la gestion des finances publiques conformément aux principes et méthodes comptables énoncés à la Note 2 du présent rapport.

Information complémentaire

Nous avons également procédé, conformément aux exigences de la Banque Mondiale, aux vérifications spécifiques. Par conséquent, nous confirmons qu'il existe des pièces justificatives suffisantes :

- a) pour justifier les demandes de remboursement présentées à la Banque Mondiale ;
- b) pour identifier les dépenses qui sont éligibles aux termes et dispositions de l'accord de Don conclu entre la banque mondiale et la République Démocratique du Congo ; et
- c) pour identifier les marchés qui n'ont été conclu conformément aux dispositions de l'Accord de Don.

ERNST & YOUNG RDC SARI



Cyprien BONGULUMATA LOKIENE
Expert-Comptable Agréé N° ONEC/EC/000043/16
Directeur-Associé

Le 27 juin 2016

**PROJET DE RENFORCEMENT DE LA REDEVABILITE ET DE LA GESTION
DES FINANCES PUBLIQUES
« PROFIT CONGO »**

**BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2015
RAPPORT FINANCIER DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2015
(Exprimés en Dollars américains)**

ACTIF	31/12/2015	31/12/2014
Immobilisations Incorporelles	34 922	-
Immobilisations Corporelles	212 924	-
Affectation des fonds	3 737 640	853 438
Disponibles	1 382 381	1 689 874
Total Actif	5 367 866	2 543 312
PASSIF		
Solde d'ouverture	1 689 874	-
Financement IDA H9070	724 283	2 543 312
Financement DFID TF17290	2 894 052	-
Produits générés par le Projet	8 750	-
Dettes à court terme	50 907	-
Total Passif	5 367 866	2 543 312

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers.

**PROJET DE RENFORCEMENT DE LA REDEVABILITE ET DE LA GESTION
DES FINANCES PUBLIQUES
« PROFIT CONGO »**

TABLEAU DES EMPLOIS ET RESSOURCES AU 31 DECEMBRE 2015
(Exprimés en Dollars américains)

Désignation	Exercice N	Exercice N-1	Variation
EMPLOIS			
ACTIVITES FINANCEES	4 838 923	853 438	3 985 485
250 TRAVAUX	64 740	-	64 740
251 FOURNITURES	641 227	1 050	640 177
252 CONSULTANTS	649 189	33 450	615 739
253 FORM. ATEL. SEM.	2 875 618	792 905	2 082 713
254 COUTS DES OPERATIONS	360 303	26 033	334 270
213 IMMO INCORPORELLES	34 922		34 922
244 & 245 IMMO CORPORELLES	212 924		212 924
TOTAL AFFECTATIONS DES FONDS	4 838 923	853 438	3 985 485
409 AVANCES ET ACOMPT AUX FOURNISSEURS	-	-	-
470 DEBITEURS DIVERS	-	-	-
REGULARISATIONS D'ACTIF	-	-	-
472 REGULARISATIONS D'ACTIF	-	-	-
TOTAL CREANCES ET REGULARISATIONS D'ACTIF	-	-	-
DISPONIBLES	-	-	-
BANQUES	1 368 862	1 689 858	(320 997)
52 FBN Bank ex. BIC 840012143110220123	1 368 862	1 689 858	(320 997)
CAISSE	13 519	16	13 503
57 CAISSE	13 519	16	13 503
58 VIREMENTS INTERNES	-	-	-
TOTAL DISPONIBLES	1 382 381	1 689 874	(307 494)
TOTAL GENERAL EMPLOIS	6 221 304	2 543 312	3 677 992

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers.

**PROJET DE RENFORCEMENT DE LA REDEVABILITE ET DE LA GESTION
DES FINANCES PUBLIQUES
« PROFIT CONGO »**

TABLEAU DES EMPLOIS ET RESSOURCES AU 31 DECEMBRE 2015
(Exprimés en Dollars américains)

Désignation	Cumul	Exercice N	Exercice N-1
RESSOURCES			
ORIGINE DES RESSOURCES			
RESSOURCES IDA & DFID	6 161 648	3 618 335	2 543 312
IDA H9070	1 486 991	724 283	2 543 312
DFID TF017290	4 674 657	2 894 052	-
AUTRES	8 750	8 750	-
105 AUTRES/ PRODUITS GENERES PAR LE PROJET	8 750	8 750	-
TOTAL ORIGINE DES RESSOURCES	6 170 398	3 627 085	2 543 312
TIERS ET REGULARISATIONS	-	-	-
DETTES A COURT TERME	50 907	50 907	-
40 FOURNISSEURS	50 907	50 907	-
470 CREDITEURS DIVERS	-	-	-
471 PROVISIONS A JUSTIFIER	-	-	-
REGULARISATIONS DU PASSIF	-	-	-
472 REGULARISATIONS DU PASSIF	-	-	-
TOTAL TIERS ET REGULARISATIONS	50 907	50 907	-
TOTAL GENERAL RESSOURCES	6 221 304	3 677 992	2 543 312

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers.

**PROJET DE RENFORCEMENT DE LA REDEVABILITE ET DE LA GESTION
DES FINANCES PUBLIQUES
« PROFIT CONGO »**

**RELEVÉ DES DEPENSES AU 31 DECEMBRE 2015
(Exprimés en Dollars américains)**

N° DRF	Catégorie	Description	N° RD ou ER	RD ou ER	Montant
7	1	Atelier FPDAF	1	RD	108 485
7	1	Atelier Société Civile	2	RD	24 565
7	1	Ateliers MJM	3	RD	27 274
7	1	Fonctionnement BQ	4	RD	2 091
7	1	Fonctionnement caisse	5	RD	1 550
8	1	Formation Cour des Comptes	1	RD	1 218
8	1	Consultant COREF (1)	2	RD	2 500
8	1	Consultant COREF (2)	3	RD	20 950
8	1	Atelier Société Civile	4	RD	12 570
8	1	Fonctionnement Projet	5	RD	2 900
8	1	Fonctionnement BQ	6	RD	1 283
8	1	Fonctionnement caisse	7	RD	340
9	1	Consultants COREF	1	RD	20 950
9	1	Atelier Société Civile	2	RD	4 400
9	1	Fonctionnement Projet	3	RD	990
9	1	Fonctionnement BQ	4	RD	1 269
10	1	Consultants COREF	1	RD	20 950
10	1	Atelier	2	RD	45 049
10	1	Fonctionnement BQ	3	RD	779
10	1	Fonctionnement caisse	4	RD	359
11	1	Consultants COREF	1	RD	23 450
11	1	Ateliers & Séminaires	2	RD	407 338
11	1	Fonctionnement BQ	3	RD	5 732
11	1	Ateliers & Séminaires Caisse	4	RD	5 293
11	1	Fonctionnement caisse	5	RD	50
12	1	Consultants COREF	1	RD	23 450
12	1	Consultants Société Civile	2	RD	5 225
12	1	Ateliers & Séminaires	3	RD	124 790
12	1	Fonctionnement BQ	4	RD	7 119
12	1	Ateliers & Séminaires Caisse	5	RD	3 467
12	1	Fonctionnement caisse	6	RD	291
13	1	Consultants COREF	1	RD	23 450
13	1	Consultants Société Civile	2	RD	27 096
13	1	Ateliers & Séminaires	3	RD	67 568
13	1	Fonctionnement COREF BQ	4	RD	47 273
13	1	Fonctionnement COREF Caisse	5	RD	258
14	1	Consultants COREF	1	RD	23 450
14	1	Fournisseurs des Fournitures	2	RD	37 500
14	1	Consultants Société Civile	3	RD	15 377
14	1	Ateliers & Séminaires	4	RD	382 888
14	1	Fonctionnement COREF BQ	5	RD	34 182
14	1	Fonctionnement COREF Caisse	6	RD	997

N° DRF	Catégorie	Description	N° RD ou ER	RD ou ER	Montant
15	1	Consultants COREF	1	RD	27 950
15	1	Consultants Individuels	2	RD	57 626
15	1	Consultants Cabinets	3	RD	15 300
15	1	Travaux de Réhabilitation	4	RD	39 951
15	1	Ateliers & Séminaires	5	RD	245 265
15	1	Fonctionnement COREF BQ	6	RD	26 565
15	1	Fonctionnement COREF Caisse	7	RD	64
16	1	Consultants COREF	1	RD	27 950
16	1	Consultants Individuels	2	RD	6 947
16	1	Consultants Cabinets	3	RD	700
16	1	Fournisseurs des Fournitures	4	RD	346 200
16	1	Ateliers & Séminaires	5	RD	145 331
16	1	Fonctionnement COREF BQ	6	RD	20 010
16	1	Fonctionnement COREF Caisse	7	RD	570
17	1	Consultants COREF	1	RD	27 950
17	1	Consultants Individuels	2	RD	23 634
17	1	Fournisseurs des Fournitures	3	RD	87 147
17	1	Ateliers & Séminaires	4	RD	231 416
17	1	Fonctionnement COREF BQ	5	RD	58 864
17	1	Fonctionnement COREF Caisse	6	RD	5 382
17	1	Travaux de Réhabilitation	7	RD	23 647
18	1	Consultants COREF	1	RD	55 900
18	1	Consultants Individuels	2	RD	97 348
18	1	Fournisseurs des Fournitures	3	RD	69 445
18	1	Consultants Cabinets	4	RD	93 612
18	1	Ateliers & Séminaires	5	RD	270 013
18	1	Fonctionnement COREF BQ	6	RD	39 920
18	1	Fonctionnement COREF Caisse	7	RD	6 912
Total					3 618 335

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers.

**PROJET DE RENFORCEMENT DE LA REDEVABILITE ET DE LA GESTION
DES FINANCES PUBLIQUES
« PROFIT CONGO »**

ETAT JUSTIFICATIF DU COMPTE DESIGNÉ ARRETE AU 31 DECEMBRE 2015
(Exprimés en Dollars américains)

POUR LA PERIODE CLOSE LE	NOTE	31/12/2015	31/12/2014
Compte n° : 84001-2143112201-23 USD Banque de dépôt : FNB Bank Adresse : 191, avenue de l'Equateur, Kinshasa/Gombe Don afférent: IDA H9070 & TF17290 Monnaie : US Dollars			
Solde d'ouverture au 01.01.2015	4.0	1 689 874	-
Montants débités			
Reconstitutions opérées par la Banque Mondiale	4.1		-
Don IDA H9070 & TF017290 avance initiale			1 900 000
Autres crédit/Réapprovisionnement		3 618 335	643 312
Total débit (a)		5 308 209	2 543 312
A déduire (Montants débités)			
Paiements sur compte désigné	4.2	3 934 579	853 438
Total crédit (b)		3 934 579	853 438
Solde de clôture au 31 décembre	4.3	1 373 630	1 689 874
Banque (Compte Désigné)		1 368 862	1 689 858
Caisse		4 768	16
TOTAL		1 373 630	1 689 874

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers.

**PROJET DE RENFORCEMENT DE LA REDEVABILITE ET DE LA GESTION
DES FINANCES PUBLIQUES
« PROFIT CONGO »**

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS

I. PRESENTATION DU PROJET

1.1. Contexte du projet

L'amorce de la reprise de la coopération structurelle entre la République Démocratique du Congo et les institutions financières internationales fut marquée par une série d'études diagnostiques et revues réalisées au courant de la décennie 2000.

Les conclusions de l'évaluation de la performance de la gestion des Finances Publiques selon l'approche PEFA conduite par le Gouvernement en 2008, combinées aux recommandations de la revue de la dépense réalisée la même année et d'autres missions d'assistance technique, ont conduit à l'adoption par le Gouvernement en 2010 d'une stratégie de la Réforme des Finances Publiques baptisée Plan Stratégique de la Réforme des Finances Publiques (PSRFP).

Ce plan est bâti autour de cinq piliers ci-après : (i) la Réforme budgétaire ; (ii) la Réforme fiscale ; (iii) l'amélioration de la gestion de la dépense ; (iv) la réforme de la comptabilité publique et de la gestion de la trésorerie ; (v) la Réforme du système de contrôle des Finances Publiques. Outre ces cinq piliers, le Gouvernement s'est engagé avec l'appui des partenaires au développement d'accompagner le processus de la décentralisation financière.

Le Gouvernement a par ailleurs, pris des dispositions institutionnelles appropriées, notamment, en mettant en place le Comité d'Orientation de la Réforme des Finances Publiques (COREF) dont la mission est d'impulser, de coordonner, d'animer et d'accompagner le processus de mise en œuvre de la stratégie des réformes des finances publiques tant au niveau du pouvoir central que provincial et local.

Après deux ans de mise en œuvre des mesures préconisées par le PSRFP, l'évaluation PEFA de 2012 a noté certaines avancées notamment concernant la présentation et la documentation budgétaire.

Elle a néanmoins confirmé la persistance des faiblesses liées principalement à la crédibilité du Budget, l'efficacité des procédures d'exécution et de contrôle des dépenses, fiabilité des procédures comptables et des rapports financiers, qualité de vérification et des contrôles externes.

Pour corriger les faiblesses relevées dans l'évaluation PEFA de juin 2012 le Gouvernement a élaboré un plan d'actions prioritaires, PAP pour la période 2014-2016, dont la mise en œuvre permettra de restaurer la crédibilité du budget et de renforcer la transparence budgétaire, fondamentaux essentiels à consolider avant de basculer vers une gestion axée sur la performance préconisée par la loi relative aux finances publiques (LOFIP).

Cet important instrument de la mise en œuvre tant opérationnelle que du pilotage stratégique a été élaboré, sous la coordination du COREF, suivant une approche participative et une démarche ascendante mettant au centre de l'expression des besoins, les directions métiers des institutions, ministères et services directement concernés par les réformes des finances publiques.

Dans le souci de renforcer le pilotage de la réforme des finances publiques, le Gouvernement Congolais, représenté par le Ministre des Finances a signé avec les Partenaires techniques et financiers intervenant dans le domaine des finances publiques (groupe inter-bailleurs finances publiques) un protocole d'accord portant mise en place du cadre permanent de concertation et de suivi des réformes des finances publiques. Ce cadre réunit les représentants des institutions constitutionnelles et les délégués des Provinces ainsi que la société civile.

La mise en place de ce cadre se justifie par la nécessité de renforcer la coordination et la concertation dans le domaine de la gouvernance économique au niveau de la réforme des finances publiques pour garantir le suivi régulier et la réalisation effective des actions prévues dans le plan d'actions prioritaires.

L'ambition de renforcer la coordination des réformes a conduit les membres du groupe inter bailleurs à mettre en place un fonds multi-bailleurs pour les finances publiques avec une contribution initiale de la Coopération Britannique de 21 millions de Dollars américains et de 5 millions de Dollars américains de la Banque mondiale.

Ce fonds multi-bailleurs pourra aussi recevoir les financements d'autres bailleurs notamment la Belgique qui vient de confirmer son intention d'alimenter le fonds avec une enveloppe de 4 Millions d'euros en vue de financer le Projet de Renforcement de la Redevabilité et de la Gestion des Finances Publiques (PROFIT-CONGO).

Ce projet qui couvre initialement le niveau central et les provinces du Nord-Kivu, du Kasai Oriental et de l'Equateur comprend les composantes suivantes :

- Amélioration des processus d'exécution budgétaire.
- Renforcement du contrôle externe du budget et de la transparence.
- Renforcement du système de gestion des finances publiques au niveau provincial.
- Gestion du projet.

Il importe de souligner que conformément à l'Agenda de Kinshasa du 16 juin 2009 sur l'efficacité de l'aide, le Gouvernement et les partenaires au développement se sont engagés à rationaliser le cadre institutionnel de la gestion de l'aide, à renforcer les capacités institutionnelles du secteur public et à recourir davantage aux procédures, structures et expertise nationales.

C'est dans ce cadre que conformément aux arrangements institutionnels, le Comité d'Orientation de la Réforme des Finances Publiques (COREF) assure la gestion fiduciaire du projet PROFIT CONGO.

1.2. Objectif du projet

L'Objectif global du projet de Renforcement de la Redevabilité et de la Gestion des Finances Publiques « PROFIT CONGO » est d'améliorer la crédibilité, la transparence et la responsabilité dans la gestion des finances publiques au niveau de l'administration centrale et de certaines entités provinciales et locales.

II. **PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES**

La comptabilité du PROFIT CONGO a été tenue par le COREF, conformément aux normes comptables en vigueur en République Démocratique du Congo.

Les opérations sont enregistrées suivant le principe de la comptabilité à partie double. Les états financiers sont préparés sur la base d'une comptabilité d'engagement (accrual basis) pour prendre en compte les effets des transactions dès qu'elles se produisent et non lorsque intervient la liquidation (cash basis).

2.1. Valorisation des transactions

Les états financiers du PROFIT CONGO (états des ressources & Emplois et Bilan) sont établis sur base des coûts totaux d'acquisition et/ou de construction des réalisations du Projet (réalisations corporelles et incorporelles). Il s'agit du prix d'achat direct augmenté de tous les frais connexes et, éventuellement diminué de toutes réductions obtenues.

2.2. Transactions en devises

Les comptes sont tenus en Dollar américain (USD). Les transactions en monnaie locale ou en devises étrangères autres que le Dollar américain sont comptabilisées en RDC au cours indicatif de la BCC, en vigueur le jour de l'engagement de la transaction.

Les soldes en devises autres que le dollar américain des fonds disponibles, des dettes et créances sont convertis en fin d'exercice au taux de la BCC, en vigueur à la date de clôture des comptes.

2.3. Amortissements et provisions pour stocks et pour créances douteuses

Le PROFIT CONGO n'ayant pas pour objectif de générer des revenus, les amortissements et les provisions non exigibles pour stocks et pour créances douteuses ne sont pas inclus dans les états financiers du Projet.

2.4. Etablissement des états financiers

L'état des ressources et emplois est constitué de fonds disponibles en début de période et de mouvements de la période. L'état d'exécution budgétaire compare les montants cumulés des dépenses au budget du Projet. Le bilan est dressé à chaque clôture comptable.

II. **COMPLEMENT D'INFORMATION SUR LES ETATS FINANCIERS**

3.1. Financement de l'IDA & DFID

Les fonds reçus des Bailleurs en 2015 se présentent comme suit :

N° DRF	Libellé	IDA (20%)	DFID (80%)	Total au 31/12/2015	Total au 31/12/2015
DRF 07	Réapprovisionnement		163 965	163 965	400 000
DRF 08	Réapprovisionnement	41 761		41 761	1 500 000
DRF 09	Réapprovisionnement		27 609	27 609	173 317
DRF 10	Réapprovisionnement	13 428	53 710	67 137	189 392
DRF 11	Réapprovisionnement	88 373	353 490	441 863	95 381
DRF 12	Réapprovisionnement	38 390	125 952	164 342	185 224
DRF 13	Réapprovisionnement	33 129	132 516	165 645	
DRF 14	Réapprovisionnement	98 879	395 514	494 393	
DRF 15	Réapprovisionnement	82 544	330 177	412 721	
DRF 16	Réapprovisionnement	109 542	438 167	547 708	
DRF 17	Réapprovisionnement	101 368	356 672	458 040	
DRF 18	Réapprovisionnement	116 870	516 281	633 151	
Total		724 283	2 894 052	3 618 335	2 543 314

3.2. Affectation des fonds

Cette rubrique se présente comme suit :

Désignation	Note	31/12/2015	31/12/2014
Immobilisations		196 939	-
Travaux		64 740	-
Fournitures	3.2.1.	640 177	1 050
Consultants	3.2.2.	615 739	33 450
Formations, ateliers et séminaires	3.2.3.	2 082 713	792 905
Coûts des opérations (Fonctionnement)		334 270	26 033
Total		3 934 579	853 438

Il s'agit des activités principales du projet, principalement constituées des lignes suivantes :

3.2.1. Fournitures

Ce compte représente le coût des matériels (informatiques, de bureau, de transport etc.) et des mobiliers de bureau acquis pour le compte des bénéficiaires. Il se résume comme suit :

Désignation	31/12/2015	31/12/2014
Cour des Comptes	292 149	1 050
Inspection Générale des Finances (IGF)	146 103	-
Autres (Assemblées provinciales et Gouvernements provinciaux)	201 925	-
Total	640 177	1 050

3.2.2. Service de consultants

Ce compte se présente comme suit :

Désignation	31/12/2015	31/12/2014
Consultants permanents (personnel)	299 950	20 950
Autres Consultants	315 789	12 500
Total	615 739	33 450

3.2.3. Formations, Ateliers et Séminaires

Le compte « formations, ateliers et séminaires » se présente comme suit :

Désignation	31/12/2015	31/12/2014
Au niveau de la coordination nationale à Kinshasa	1 451 886	618 106
Au niveau de la province de l'Equateur	38 200	83 282
Au niveau de la province du Kasai-Oriental	200 933	87 530
Au niveau de la province du Nord-Kivu	326 804	-
Au niveau de la ville province de Kinshasa	64 890	-
Autres		3 987
Total	2 082 713	792 905

3.3. Disponibles

Désignation	31/12/2015	31/12/2014
Banque	1 368 862	1 689 858
Caisse	4 769	16
Caisse DAO	8 750	
Total	1 382 381	1 689 874

IV. NOTE SUR LA CONFORMITE D'EXECUTION DU PROJET

4.1. Examen du respect des conditions de l'accord de Don

Nous avons examiné les conditions de l'Accord de Don. Il s'agit de vérifier la correcte application des conditions définies dans l'Accord de Don au niveau du financement des activités admissibles par catégorie de dépenses ainsi qu'au niveau des clauses financières et des critères d'éligibilité.

4.2. Examen du respect des règles des procédures

Il s'agit des règles et procédures consignées dans l'Accord de Don. Nos travaux ont consisté à vérifier :

- le respect général des règles et procédures applicables généralement aux Projets de Développement financés par la Banque Mondiale ;
- le respect des règles et procédures particulières stipulées dans l'Accord de Don.

4.3. Examen du respect des conditions de décaissement

L'objectif est de s'assurer que :

- les procédures de décaissement sont correctement suivies ;
- les décaissements sont appuyés par des pièces justificatives et sont correctement autorisés ;
- les relevés de dépenses et les demandes de décaissement représentent les mêmes informations ;
- les fonds décaissés ne sont pas utilisés à des fins autres que celles prévues par l'Accord de Don.